



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice Mougeot
BP 26
88600 Laval-sur-Vologne

Référence : S-23-1015RP

Code AIOT : 0006206235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régional relative au moyen de protection incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006206235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Papeteries des Vosges (PDV) est implantée sur la commune de Laval-sur-Vologne, Vosges, et est spécialisée dans la fabrication de papiers bas grammage à partir de pâte à papier.

La société est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 630/2020/DREAL/UD88 du 26 octobre 2020 modifié.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Protection incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.1	/	Sans objet
2	Moyen de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.4	/	Sans objet
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.2	/	Sans objet
6	Protection individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.3	/	Sans objet
7	Propreté	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.2.1	/	Sans objet
8	Esthétique	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.2.2	/	Sans objet
9	Information du SDIS	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5.I	/	Sans objet
10	Protection incendie - fonctionnement en période de gel	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5.II	/	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5.II	/	Sans objet
12	Rétentions des eaux d'extinctions	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que les dispositions techniques et organisationnelles en matière de lutte contre l'incendie n'étaient pas respectées en tous points. Il est en effet attendu de la part de l'exploitant un retour sur 2 points, notamment l'affichage de consignes papier et la présence de dispositif indiquant la direction du vent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, systeme de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du système de lutte contre l'incendie figurent sur un plan d'établissement établi par l'exploitant.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan répertoriant les moyens de lutte incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyen de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;• de robinets d'incendie armés, répartis dans l'établissement et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte que tout foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée. Ils sont utilisables en période de gel ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés, il est demandé de suivre les recommandations des fiches de données de sécurité de chaque produit dans le choix du moyen d'extinction ;• d'un système d'extinction automatique pour l'ensemble des installations de production ;• d'une réserve d'eau ;• d'une motopompe ;• d'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : l'exploitant dispose de : <ul style="list-style-type: none">- 230 extincteurs (environ) ;- 24 RIA ;- 1 borne incendie ;- 2 bouches d'aspiration ;- un réseau de sprinklage avec une réserve de 720 à 730 m3 et des prises d'eau au niveau du canal d'amener et au niveau du décanteur de la STEP (si besoin). <p>L'ensemble des moyens d'extinction est vérifié annuellement. La dernière vérification date d'avril 2023 d'après le registre de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens d'extinctions sont maintenu en bon état. Ils sont changés en cas de besoin, Les réparations et changement d'extincteur sont consignées sur le registre de suivi. Les moyens d'extinctions sont facilement accessibles et clairement identifiés sur le site. Les extincteurs et RIA sont vérifiés annuellement. Les trappes de désenfumage sont vérifiés tous les 6 mois. Les dates de vérification des extincteurs et des RIA sont marquées par une étiquette. Après une vérification par sondage, l'ensemble des étiquettes et des RIA vérifiés indique une vérification réalisée en avril 2023, ce qui coïncide avec les informations contenues dans le registre de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Systeme d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Systeme d'alerte interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le système d'alerte interne et ses différents scenarii sont définis dans un dossier d'alerte.</p> <p>Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de dangers significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.</p> <p>Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse 100 mètres.</p> <p>Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.</p> <p>Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.</p>
Constats : Selon le secteur du site, il y a des systèmes de détecteurs de fumées et des détecteurs optiques. <p>En cas de déclenchement d'un détecteur, il y a un signal sonore qui s'entend au niveau du site et un renvoi téléphonique auprès du personnel désigné (liste d'agent définie). L'exploitant effectue une levée de doute.</p> <p>En cas d'incendie, les pompiers sont appelés par téléphone (principalement par téléphone mobile).</p> <p>Il existe encore une ancienne lignée téléphonique sur le site, afin de pouvoir appeler les pompiers en toutes circonstance en cas de problème sur le réseau mobile.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un équipement permettant d'indiquer la direction des vents. Il se réfère au sens des fumées.</p> <p>Pour information, il existe une station météorologique sur la commune de laval sur Vologne à environ 1 km du site. Il est demandé à l'exploitant d'avoir accès aux données de la station météorologique afin d'avoir de manière plus précise la direction, la vitesse des vents.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions du travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<p>Constats : L'ensemble des consignes est disponible sur le réseau interne de l'exploitant. Il n'existe aucune version papier sur le site.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une version papier des différentes consignes. Cette version doit être facilement accessible. Le personnel doit être informé de l'emplacement de cette consigne afin d'y avoir rapidement accès en cas d'incendie sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, EPI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.
Constats : Le personnel dispose exclusivement des équipement de protection dédiés à leur travail. Ils n'ont pas d'équipement de protection dédié à la lutte contre l'incendie. L'exploitant ne souhaite pas que le personnel ait des EPI liés à la lutte incendie pour éviter que son personnel se mette en danger en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, propreté des abors et du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...
Constats : Le site est entretenu et propre. Une balayageuse fonctionne sur le site toute la journée. L'exploitant a mis en place un fauchage tardif au niveau des espaces verts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Esthétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Esthétique du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).
Constats : Le site est entretenu et propre. L'établissement est équipé d'une balayeuse. L'exploitant a mis en place un fauchage tardif au niveau des espaces verts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Information du SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5.I
Thème(s) : Risques accidentels, information du SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none">- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;- indique aux services d'incendie et de secours l'existence des points d'eau incendie, les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et, le cas échéant, des réserves d'eau.
Constats : L'exploitant a refait un point avec le SDIS en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection incendie - fonctionnement en période de gel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5.II
Thème(s) : Risques accidentels, protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : Dans le secteur susceptible de geler (zone des quai), l'exploitant a mis du glycol dans le réseau de sprinklage pour éviter le gel. Sur le reste de l'usine, les températures de l'usine demeurent positives tout au long de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5.II
Thème(s) : Risques accidentels, protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le personnel des entreprises sous-traitantes, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.
Constats : Le personnel du site est formé pour intervenir rapidement en cas de départ d'incendie. Sur le site, il y a la personnel de 1ere intervention formé à la manipulation des extincteurs avec un renouvellement de la formation tous les 4 à 5 ans. Et il y a le personnel de 2nd intervention formé à la manipulation des RIA et l'extinction d'incendie sur des bacs à feu. Cette formation est renouvelée tous les ans. Pour information, le personnel a également bénéficié d'un formation au niveau de la maison du feu afin d'apprendre les dangers liés au feu et ne pas se mettre en dangers lors d'un incendie. En cas d'incendie, le personnel ne doit pas se mettre en danger et laisser la place aux pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rétentions des eaux d'extinctions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, rétention et isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>
Constats : En cas d'incendie, les eaux d'extinction peuvent être confinées au niveau des bâtiments et recueillies dans le bassin tampon (1 100m ³) de la station d'épuration (STEP). <p>L'exploitant dispose d'un by-pass permettant de déconnecter le bassin tampon de la STEP.</p> <p>Si le bassin tampon n'est pas suffisant, l'ensemble des eaux peut être recueilli au niveau des différents bassins de la STEP. Dans ce cas de figure, les eaux industrielles iraient directement dans la STEP de Lucart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet